



Lettre introductive au Rapport annuel de la Banque de France

Dans sa lettre introductive au rapport annuel de la Banque de France adressée le 4 mai 2015 au Président de la République, au Président du Sénat et au Président de l'Assemblée nationale, Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France estime que « l'économie française va mieux » mais que « fondamentalement, (elle) ne va pas assez bien ». Il explique que « la croissance potentielle reste anormalement faible et la croissance effective insuffisante pour ramener l'économie à un niveau plus proche du plein emploi » et plaide pour une accélération des réformes dans un contexte conjoncturel favorable, dû notamment à la baisse des prix du pétrole et la dépréciation de l'euro favorable : « La baisse des prix du pétrole, qui soutient le pouvoir d'achat, et la dépréciation de l'euro, qui favorise les exportations, pourraient apporter un demi-point de croissance sur chacune des années 2015 et 2016 ». Christian Noyer souligne aussi qu'« à près de 57 % du PIB, les dépenses publiques françaises sont désormais les plus élevées de tous les grands pays développés ». Des « transformations profondes sont nécessaires dans la conception et la mise en œuvre des politiques, voire des institutions publiques ». Et de citer en exemple « la situation des régimes de retraite » qu'il convient de mettre à l'équilibre afin que cette « dette sociale » ne soit pas « transférée aux générations futures », ou bien la réforme territoriale qui par un « empiement de structures (...) nuit à l'efficacité et à la responsabilité de l'action publique et engendre des surcoûts ». Il constate par ailleurs « un coût du travail trop dynamique » qui conduit « à la dégradation de la compétitivité hors coûts » et appelle à une remise à plat des règles de revalorisation du Smic. Le gouverneur souligne également que le mécanisme de diffusion de la baisse des taux est en partie entravé, en France, par la rigidité des taux de l'épargne réglementée, dont le niveau élevé constitue une anomalie unique dans la zone euro. « La réticence à les ajuster équivaut à contrarier les effets positifs de la politique monétaire », estime-t-il.

Lettre introductive au Rapport annuel de la Banque de France : https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/rapport-annuel-2014/Rapport-annuel-2014-lettre-introductive-version-fr.pdf

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,3% en mars 2015, stable par rapport à février 2015 mais en baisse par rapport au taux de 11,7% de mars 2014. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,8% en mars 2015, stable par rapport à février 2015 mais en baisse par rapport au taux de 10,4% de mars 2014. Eurostat estime qu'en mars 2015, 23,748 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,105 millions dans la zone euro. Par rapport à février 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 75 000 dans l'UE28 et de 36 000 dans la zone euro. Comparé à mars 2014, le chômage a baissé de 1,523 million de personnes dans l'UE28 et de 679 000 dans la zone euro. Parmi les États de l'UE28, le taux de chômage le plus faible en mars 2015 a été enregistré en Allemagne (4,7%), et les plus élevés en Grèce (25,7% en janvier 2015) et en Espagne (23,0%).

Banque de France

1 - Surendettement

Le nombre de saisines des commissions de surendettement a diminué de 7,7% au premier trimestre 2015 par rapport aux trois premiers mois 2014 (57 869 dossiers contre 62 706 dossiers) selon la Banque de France.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/2015-03-statistiques-surendettement.pdf

2 - Rue de la Banque N°6 de mai 2015 - Inflation basse en zone euro : rôle des prix d'imports et de l'atonie économique

L'inflation du prix des biens à la consommation en zone euro a diminué continuellement depuis 2012. Fin 2014, elle était proche de zéro, bien en dessous du niveau de 2% correspondant à l'objectif de moyen terme de l'Eurosystème. Cette évolution s'est produite en même temps qu'une forte décélération du prix des biens importés et qu'un ralentissement de l'activité économique susceptible de peser sur les prix intérieurs. Cette lettre étudie l'influence sur l'inflation de ces deux facteurs, prix d'importation et activité économique, afin de quantifier leurs contributions respectives.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB_06.pdf

Actualités législatives

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2015-460 du 22 avril 2015 relatif à la remise de la fiche standardisée d'information mentionnée à l'article L. 312-6-2 du code de la consommation

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=B3D96AC9CC3A39BEB1E2E0F8547BFE4D.tpdila16v_1?cidTexte=JORFTEXT000030515984&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000030515799

Arrêté du 29 avril 2015 précisant le format et le contenu de la fiche standardisée d'information relative à l'assurance ayant pour objet le remboursement d'un prêt

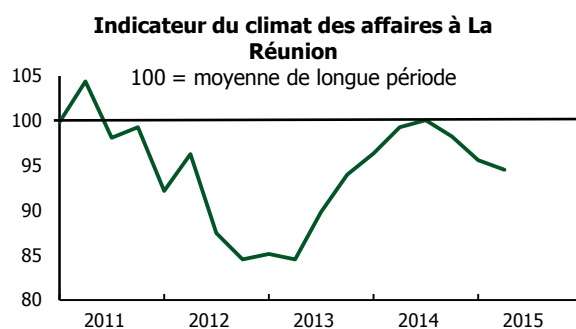
http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=9BE89551CCFCA7438C4C5B27101FE07C.tpdila17v_1?cidTexte=JORFTEXT000030555752&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000030555659

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Climat d'attentisme dans les affaires

Au premier trimestre 2015, l'indicateur du climat des affaires (ICA) baisse de nouveau (-1,1 point), mais à un rythme moindre qu'aux deux trimestres précédents. Il s'établit désormais à 94,5 points, en dessous de sa moyenne de longue période mais loin de ses points bas.

Exclusivement imputable à la composante passée, cette baisse confirme le tassement anticipé du climat des affaires après l'apparent excès d'optimisme enregistré au premier semestre 2014, suite à l'effet d'annonce du lancement des chantiers de la Nouvelle route du littoral (NRL).



Source : enquête de conjoncture IEDOM

Les « premières tendances » au 1^{er} trimestre 2015 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).

Hausse de l'encours des crédits aux entreprises au 4^e trimestre 2014

A fin décembre 2014, l'encours total des crédits aux entreprises réunionnaises déclaré au Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France progresse de 5,3 % sur un an. Les crédits mobilisés, qui représentent 85,2 % du total, augmentent de 4,9 %. L'encours des crédits destinés aux TPE s'inscrit en baisse de 2,5 % en 2014. A l'inverse, les crédits octroyés aux grandes entreprises et aux PME progressent sensiblement sur l'année 2014 (respectivement +2,5 % et +12,9 %).

Le « Suivi des crédits aux entreprises à La Réunion » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

Publication de l'Observatoire des tarifs bancaires dans les DOM d'avril 2015

L'IEDOM vient de publier le dernier Observatoire public des tarifs bancaires dans les DOM. 13 des tarifs moyens sur 33 recensés affichent une diminution, dans l'ensemble des DOM. La plus significative concerne les frais de tenue de compte actif, notamment à La Réunion où ils baissent de 15,6 % sur un an. 8 moyennes DOM de tarifs de l'extrait standard sur 14 sont inférieures aux moyennes nationales publiées par le Comité consultatif du secteur financier.

La publication est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

Publication de ratios sectoriels à La Réunion

L'IEDOM élabore des fascicules de ratios sectoriels, donnant, pour chaque ensemble d'entreprises exerçant la même activité une série de 30 ratios économiques et financiers regroupés par thèmes (activité, structure d'exploitation, capacité bénéficiaire, répartition des revenus et autonomie financière) pour les années 2012 et 2013. Ces ratios sont calculés à partir d'un échantillon représentatif d'entreprises ayant au moins 2 bilans consécutifs saisis dans le Fichier des entreprises de la Banque de France (FIBEN) ou dans le Fichier des entreprises de l'Outre-mer (FENTOM2).

Les ratios sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).

Offre publique d'achat simplifiée réussie par BPCE pour la Banque de La Réunion

Au terme de son offre publique d'achat simplifiée, le groupe BPCE (Banque populaire Caisses d'épargne) détient plus de 95 % du capital de la Banque de La Réunion (BR), filiale du groupe. Une procédure de retrait obligatoire de la cote parisienne de la BR est intervenue le 7 mai 2015, afin de la céder à une autre filiale de BPCE, la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC).

Résultat net en hausse pour le Crédit Agricole en 2014

Le Crédit Agricole de La Réunion enregistre un résultat net de 41,9 millions d'euros, en hausse de 9 % sur un an. Ce bonne orientation s'explique en partie par une forte baisse du coût du risque suite à la cession de créances douteuses à un organisme spécialisé.

Bilan d'activité pour la Caisse des dépôts en 2014

En 2014, la Caisse des Dépôts et consignations a accordé 510 millions d'euros de prêts à La Réunion, dont 360 millions d'euros en faveur des bailleurs sociaux. Ce bilan est nettement inférieur à celui de 2013 (1,5 milliard d'euros), où la Caisse avait prêté 622 millions d'euros à la Région Réunion pour la NRL.

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	<i>Mars 2015</i>	130,2	+0,2 %	-1,2 %
	IPC France entière		128,1	+0,7 %	-0,1 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	<i>Avril 2015</i>	26 087	-1,7 %	-2,9 %
	Cumul (milliers d'euros)		97 247	-	+3,2 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	<i>Mars 2015</i>	308,9	+10,6 %	+2,6 %
	Cumul (millions d'euros)	<i>Cumul Mars</i>	1 065,6	-	-0,9 %
	Exportations (millions d'euros)	<i>Mars 2015</i>	29,2	+32,1 %	-7,6 %
	Cumul (millions d'euros)	<i>Cumul Mars</i>	63,6	-	-12,4 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	<i>Mars 2015</i>	135 130	-0,3 %	+1,5 %

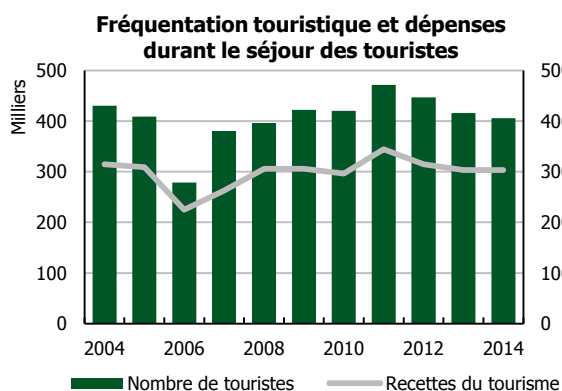
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	<i>Mars 2015</i>	156 407	+34,1 %	-2,6 %
	Cumul	<i>cumul Mars</i>	495 676	-	+3,4 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	<i>4^e trimestre 2014</i>	224 800	+29,5 %	-5,8 %
	Cumul	<i>cumul Déc.</i>	748 700	-	-8,0 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	<i>Mars 2015</i>	3 804	-	+1,3 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	<i>Mars 2015</i>	66,5	-	+37,0 %
	Effectifs salariés du BTP	<i>Mars 2015</i>	15 973	+1,5 %	+1,0 %

Lancement officiel du programme européen 2014 - 2020

La Commission européenne, la Région et l'État ont officiellement lancé le programme européen 2014 – 2020, lors du premier Comité National de Suivi plurifonds des programmes européens le 30 avril 2015. Les aides européennes dédiées à La Réunion s'élèvent à 2,2 milliards d'euros pour la période 2014-2020, contre 1,9 milliard d'euros sur la programmation 2007 – 2013. Cette précédente programmation enregistre des taux d'engagement des crédits alloués importants : 97 % sur le Feder, 100 % sur le Feader et 115 % sur le FSE, dépassant ses prévisionnels. Le FEDER concentre un peu plus de la moitié des aides sur la période 2014 – 2020, soit une enveloppe de plus d'1,1 milliard d'euros. Le fonds doit financer le numérique, les aides aux petites et moyennes entreprises, la recherche, l'innovation, la transition énergétique, ainsi que les grands équipements structurels.

Nouvelle baisse de la fréquentation touristique, mais la clientèle se diversifie



En 2014, le nombre de touristes en provenance de l'extérieur de La Réunion baisse pour la troisième année consécutive : -2,5 %, après -6,8 % en 2013 et -5,3 % en 2012. Ainsi, 405 700 touristes ont visité l'île l'année dernière. La clientèle métropolitaine, premier marché touristique avec 78 % de la fréquentation, s'est moins déplacée (-6,4 %). Cependant, le nombre de voyageurs en provenance des autres pays européens, notamment d'Allemagne, de Suisse et de Belgique, progresse de 49,3 %, et celui des voyageurs de la zone océan Indien de 5,7 %. Durant leur séjour, les touristes ont dépensé 291,6 millions d'euros sur le territoire réunionnais en 2014, une dépense globale en baisse de 3,8 %.

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	0,30%	10/09/2014
	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2015 - JORF du 27/12/2014

Créances de personnes physiques	Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/15)					
	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*	
(Hors besoins professionnels) :	4,06%	1,00%	1,00%	1,50%	2,00%	0,75%
Autres cas :	0,93%					

* hors prime d'Etat

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Janvier	Février	Mars	Avril	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0860%	0,0640%	0,0500%	-0,0270%	-0,0400%	-0,0050%	0,0640%	0,1710%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

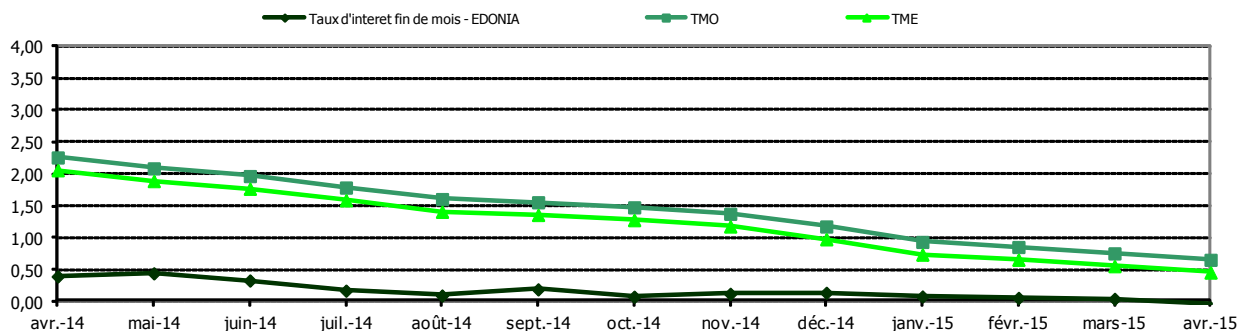
Janvier	Février	Mars	Avril	Janvier	Février	Mars	Avril
0,74%	0,66%	0,56%	0,46%	0,94%	0,86%	0,76%	0,66%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} avril 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,49%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,57%
Prêts à taux variable	4,09%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,01%
Prêts-relais	4,73%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,76%
Autres prêts		Découverts en compte	13,28%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,87%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,15%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,04%	Découverts en compte	13,28%

(†) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

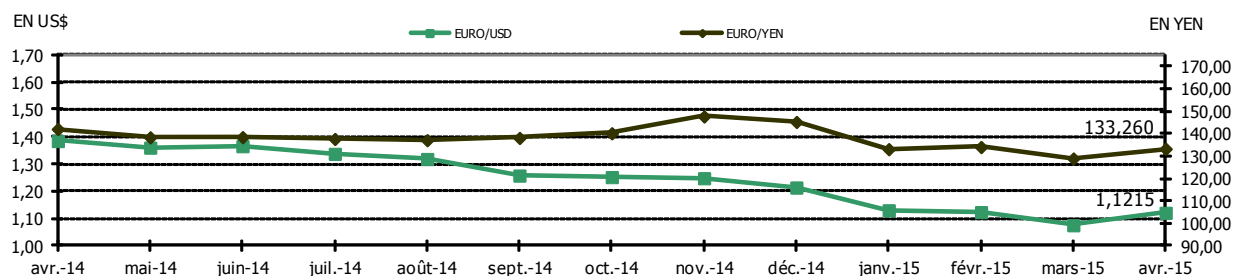
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,1215	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,2413	EURO/SRD (Surinam)	3,7006
EURO/JPY (Japon)	133,2600	EURO/BWP (Botswana)	10,9727	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,0073
EURO/CAD (Canada)	1,3480	EURO/SCR (Seychelles)	15,2690	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,5049
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7267	EURO/MUR (Maurice)	38,6881	EURO/BBD (La Barbade)	2,2417
EURO/SGD (Singapour)	1,4815	EURO/BRL (Brésil)	3,3232	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,1178
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,6925	EURO/VEF (Vénézuéla)	7,0559	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3391,081	EURO/XCD (Dominique)	3,0278	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : T. Beltrand

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint Denis

Achévé d'imprimer : mai 2015 - Dépôt légal : mai 2015 - ISSN 1240-3857